

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Prestations de conseils et d'assistance juridique en
droit fiscal au profit du GHT Alliance de Gironde**

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Exception à l'exclusivité conférée par l'accord-cadre	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Délais d'exécution	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
9.1 - Contenu des missions et livrables attendus	8
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Pénalités	9
12.1 - Pénalités de retard	9
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	9
13 - Assurances	9
14 - Résiliation du contrat	10
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	10
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
15 - Règlement des litiges et langues	10
16 - Clauses complémentaires	10
17 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Prestations de conseils et d'assistance juridique en droit fiscal au profit du GHT Alliance de Gironde.

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le CHU de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

En relation étroite avec les directions des établissements concernés, les titulaires du marché assureront des prestations de conseil et d'assistance juridique auprès des établissements.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements sont les différents établissements du GHT Alliance de Gironde.

La liste des établissements du GHT Alliance de Gironde est en annexe 1 du CCAP.

Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- La direction en charge du dossier, agent qui assure le suivi et coordonnées ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par les titulaires.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Méthode en cascade :

Les bons de commandes seront émis selon la méthode dite "en cascade" qui consiste à faire appel, en priorité, au titulaire arrivé premier dans le classement issu de la procédure de mise en concurrence. Le pouvoir adjudicateur contacte par mail le titulaire dont l'offre a été classée en première position en lui précisant les prestations demandées et le délai dans lequel celles-ci doivent être exécutées.

Ainsi le bon de commande sera transmis au titulaire de l'accord-cadre classé n° 1. En cas de refus ou de non réponse dans les trois jours ouvrés du titulaire désigné de prendre en charge le dossier (conflit d'intérêts, surcharge de travail...), il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur en précisant les motifs de ce refus.

En cas de défaillance du titulaire classé n° 1, le bon de commande sera transmis au titulaire de l'accord-cadre, classé n° 2.

En cas de défaillance du titulaire classé n° 2, le bon de commande sera transmis au titulaire de l'accord-cadre, classé n° 3.

Cette répartition sera répétée sur toute la durée du marché.

En cas d'acceptation par le titulaire désigné :

1) Le titulaire transmet un devis chiffré détaillé qu'il établit selon les modalités définies dans l'accord-cadre et en application des prix fixés dans les pièces financières de l'accord-cadre.

Le devis sera établi en faisant apparaître les éléments suivants :

- Recherches et demandes diverses
- Rédaction de la note d'analyse/de synthèse/de l'acte juridique
- Négociation de contrats
- Participation éventuelle à des réunions (physiques ou visioconférence)

Il est précisé que les éléments figurant ci-dessus constituent une liste non-exhaustive, qui peuvent se cumuler sur un seul et même devis.

2) En cas d'acceptation du devis par le pouvoir adjudicateur, le bon de commande afférent est notifié au titulaire. La réception du bon de commande fait courir le délai d'exécution, sauf à ce que le bon de commande fixe une date postérieure.

3) Le refus, par le pouvoir adjudicateur, du devis proposé par le titulaire désigné, ne peut résulter que d'une estimation jugée disproportionnée du temps passé de tout ou partie des missions rémunérées au temps passé. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire qui peut proposer un nouveau devis en adaptant son estimation du temps passé, ou décider de maintenir son devis initial en justifiant les motifs du maintien de son estimation initiale.

Le pouvoir adjudicateur réexamine la situation au regard de ces nouveaux éléments et informe dans les meilleurs délais le titulaire de son refus définitif ou de son acceptation du devis initial ou modifié.

En cas de refus définitif, le pouvoir adjudicateur saisit le titulaire suivant, qui propose à son tour un devis conformément aux dispositions qui précèdent.

1.5 - Exception à l'exclusivité conférée par l'accord-cadre

Il est ici précisé que l'exclusivité conférée par l'accord-cadre ne s'applique pas aux missions de conseil et d'assistance juridique objets du présent marché déjà en cours à la date de notification de l'accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations ;
 - Annexe 2 : Liste comptables assignataires - Trésoriers ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Liste des établissements du GHT Alliance de Gironde

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Registre Questions-Réponses
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes de sous-traitance éventuels

3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les salariés ou collaborateurs du titulaire qui participent à l'exécution de l'accord-cadre sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils peuvent recueillir au cours de leurs travaux.

Cette obligation s'applique également au contenu des prestations, d'une manière générale, à l'ensemble des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Le Titulaire s'engage en outre à citer les sources et recherches qu'il peut être conduit à utiliser.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat. Il prend fin au 18/04/2027 inclus.

4.2 - Délais d'exécution

Pour les prestations d'assistance et de conseil juridique, les délais de réalisation des livrables seront fixés dans les bons de commande, par l'établissement émetteur du bon de commande, en fonction de la nature des prestations demandées, du degré de complexité du dossier et de son degré d'urgence.

Le point de départ du délai d'exécution est fixé à compter de la réception du bon de commande par le titulaire ou, le cas échéant, directement dans le bon de commande.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit en aviser dès que possible l'établissement émetteur du bon de commande et formuler une demande expresse de report de délai exposant les circonstances du retard prévu et justifiant sa demande de délai supplémentaire.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et des pièces financières.

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Aucun frais de dossier ne pourra être facturé en sus, notamment pas les frais de secrétariat, d'envoi, téléphoniques, de reproduction qui sont réputés être intégrés dans les prix.

Frais de déplacement et de séjour :

Les frais de transports et de séjour (hébergement et restauration) occasionnés par les déplacements rendus nécessaires pour l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre sont compris dans les prix indiqués dans les pièces financières.

Les temps de déplacement ne pourront pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes et non révisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Adresse Chorus : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le mode d'emploi Chorus : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>

Le dépôt de la facture dans CHORUS doit impérativement faire apparaître :

- Le numéro de marché (indiqué sur l'acte d'engagement)
- Le numéro de commande

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305823 00019 (CHU de Bordeaux)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305849 00014 (CH Charles Perrens)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200023091 00016 (CH Sud Gironde)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305856 00019 (CH de Cadillac)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305617 00015 (CH de la Haute Gironde Blaye)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305658 00019 (CH de Libourne)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263305609 00012 (CH de Bazas)

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Les tâches essentielles liées à la finalité juridique principale du marché (analyse, rédaction) doivent être directement effectuées par le titulaire lui-même. Ces tâches essentielles ne peuvent être sous-traitées.

A contrario, les tâches non essentielles (telles que des tâches administratives ou logistiques) pourront faire l'objet d'une sous-traitance.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

9.1 - Contenu des missions et livrables attendus

Au titre de l'activité de conseil et d'assistance juridique, il peut être demandé au titulaire les missions de consultation suivantes, sans que cette liste soit exhaustive) :

- Soit une étude sur des points juridiques particuliers qui se matérialise par la remise d'une note de synthèse
- Soit une assistance pour la résolution de problèmes juridiques complexes donnant lieu à la remise de notes d'analyses plus détaillées (études de faisabilité, études présentant des aspects juridiques transversaux ou imposant des recherches particulières, assistance pour la mise en œuvre de procédures comprenant de nombreuses mesures préparatoires avant l'adoption de mesures finales)
- Soit une aide à la décision (étude de risque, opportunité d'entamer une démarche contentieuse...) qui se traduira par la remise d'une note de synthèse
- Soit une aide à la rédaction d'actes juridiques, unilatéraux ou contractuels, comprenant, le cas échéant, une mission d'aide à la décision pour identifier l'acte juridique le plus approprié, une mission de rédaction dudit acte, ainsi qu'une mission de conseil permettant au pouvoir adjudicateur d'appréhender pleinement les éventuels risques juridiques encourus en lien avec cet acte et d'être éclairé sur les éventuels arbitrages à effectuer entre plusieurs rédactions alternatives ou plusieurs types d'actes, ainsi que, le cas échéant, l'accompagnement lors de réunions de négociations en vue de l'élaboration de conventions ou d'avenants à une convention existante
- Réunions diverses en physique à Bordeaux ou en visio

Pour les consultations orales, en raison de la spécificité de la prestation et de l'urgence de la situation, l'établissement émetteur du bon de commande pourra demander des renseignements par téléphone qui feront l'objet d'une formalisation écrite de la demande dans un délai de 48h.

Certaines demandes de consultation pourront être complétées par l'organisation de réunions avec le titulaire afin de faciliter d'éventuels échanges sur un sujet donné.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35.3.1 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai maximal de 2 mois à compter de la date de remise, conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution fixé dans le bon de commande est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

En cas de retard dans la remise du bilan semestriel des prestations réalisées (article 16 du CCAP), le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard, sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 50,00 € par manquement constaté.

Cette pénalité s'applique sans mise en demeure préalable. Aucune exonération à l'application de cette pénalité n'est prévue.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, dans le respect des règles applicables à la profession d'avocat.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

16 - Clauses complémentaires

Changement de « personne nommément désignée » :

Le changement d'une personne physique chargée de l'exécution des prestations devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

Le remplaçant affecté à l'exécution des prestations par le titulaire doit être accepté par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Le remplaçant devra disposer de compétences au moins équivalentes à la personne initialement désignée. Le curriculum vitae transmis devra être conforme aux exigences suivantes :

- Diplômes, qualification, formation initiale et continue des personnes dédiées à l'exécution du marché en droit fiscal ;
- Expérience professionnelle avec le type de client (personnes publiques, dont établissements publics de santé...).

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents rédigés ou reçus à la personne désignée, ou à défaut au pouvoir adjudicateur. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Le remplaçant accuse réception de l'ensemble des documents transmis relatifs à la mission.

Clause de laïcité - Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Clause sur le bilan semestriel des prestations :

Le titulaire s'engage à transmettre à l'établissement support trois reporting par an sur la durée du marché, afin d'effectuer un suivi de l'activité du titulaire en termes de volumétrie et en terme financier.

Les dates de reporting demandées sont :

- **le 31 juillet 2026** pour les données du 1er janvier 2026 au 30 Juin 2026 (Semestre 1)
- **le 31 janvier 2027** pour les données du 1er Juillet 2026 au 31 décembre 2026 (semestre 2)
- **A l'issue du marché, le titulaire s'engage à remettre un reporting** pour les données du 1er janvier 2027 au 18 avril 2027 (semestre 3)

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Les dates communiquées sont un maximum (donnant lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 12.1 du présent CCP), et le titulaire est invité à les transmettre dès que possible.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Numéro de marché
- Les données réalisées de tous les établissements bénéficiaires du marché,
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2026 - 30/06/2026 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur_N° du marché_S12026 (pour 1er semestre 2026). Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse : bilan.statistiques.p2h@chu-bordeaux.fr

Cette obligation de transmission de ce bilan semestriel (aux dates communiquées) ne concerne que les titulaires dont des prestations lui auraient été confiées.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles